



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2018-2019

JPB/CE

P.V. DMCE 01

**Commission de la Digitalisation, des Médias et des
Communications**

Procès-verbal de la réunion du 28 janvier 2019

Ordre du jour :

1. Présentation par M. le Premier Ministre, Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation et M. le Ministre délégué à la Digitalisation du programme gouvernemental dans les domaines de compétence de la commission
2. 7351 Projet de loi relative à l'accessibilité des sites Internet et des applications mobiles des organismes du secteur public
 - Désignation d'un Rapporteur
 - Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
3. Radio socioculturelle 100,7 : suite aux demandes du groupe parlementaire CSV des 3 octobre et 5 novembre 2018 relatives à la « peer-to-peer review on public service media (PSM) values » et le poste de directeur de la radio socioculturelle 100,7 ainsi qu'à la demande de la sensibilité politique de Lénk en date du 3 octobre 2018 en relation avec les développements récents ayant affecté son opérateur, l'avenir de l'établissement de radiodiffusion socioculturelle sera évoqué au sein de la commission
4. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. Carlo Back, M. Eugène Berger, Mme Djuna Bernard, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, M. Max Hahn, M. Marc Lies, Mme Octavie Modert, Mme Lydia Mutsch, M. Roy Reding, Mme Viviane Reding

M. Charles Margue remplaçant M. Marc Hansen
M. Claude Wiseler remplaçant M. Serge Wilmes
M. Marc Baum remplaçant M. David Wagner, observateur délégué

M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre de la Digitalisation, Ministre de la Réforme administrative

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, Ministre délégué à la Réforme administrative

Mme Anne-Catherine Ries, M. Pierre Goerens, Mme Céline Flammang, Mme Laure Bourguignon, du Ministère d'État, Service des Médias et des Communications

M. Gaston Schmit, M. Luc Schockmel, du Ministère de la Digitalisation

M. Nico Majerus, directeur adjoint du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE)

M. Gérard Soisson, du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE)

M. Jean-Paul Bever, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Marc Hansen, M. Serge Wilmes

M. David Wagner, observateur délégué

*

Présidence : M. Guy Arendt, Président de la Commission

*

Après avoir souhaité la bienvenue à

- M. Xavier Bettel en ses qualités de Ministre des Communications et des Médias, Ministre de la Digitalisation, et à

- M. Marc Hansen en sa qualité de Ministre délégué de la Digitalisation, ainsi qu'à

leurs collaborateurs du Service des Médias et des Communications (SMC), du Ministère de la Digitalisation et du Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE), M. Guy Arendt, Président de la commission compétente de la Chambre, donne la parole en premier à M. Xavier Bettel pour présenter les priorités du programme gouvernemental en matière de médias et de télécommunications pour la législature 2018-2023.

Avant de commencer sa présentation à proprement parler, M. Bettel tient à préciser que le Ministère de la Digitalisation - mis sur les fonts baptismaux suite à l'avènement du nouveau Gouvernement issu des élections législatives du 14 octobre 2018 - est à considérer comme un ministère à compétences horizontales dont la principale raison d'être est de pouvoir répondre aux défis de demain, ne serait-ce que pour le compte du seul Etat luxembourgeois et ses administrations où les efforts consentis en matière de digitalisation se doivent encore d'être intensifiés¹.

1. Présentation par M. le Premier Ministre, Ministre des Communications

¹ Dans ce contexte, il s'avère utile de rappeler que depuis l'assermentation du nouveau Gouvernement par S.A.R. le Grand-Duc en date du 5 décembre 2018, le CTIE se trouve sous la tutelle du Ministère de la Digitalisation et que le Ministre de la Digitalisation compte également dans ses attributions les technologies de l'information de l'Etat.

et des Médias, Ministre de la Digitalisation et M. le Ministre délégué à la Digitalisation du programme gouvernemental dans les domaines de compétence de la commission

Et à M. le Premier Ministre d'enchaîner sur le secteur des médias et des communications qui, comme jadis déjà, relèvera de la compétence du SMC dans les cinq années à venir.

Pour ce qui est des médias et plus spécifiquement de la presse écrite et parlée, M. Bettel plaide pour une presse forte dans un paysage médiatique varié, pluraliste et indépendant étant donné qu'elle constitue une condition essentielle à la formation d'opinion et au débat critique dans une démocratie.

Pendant la législature 2018-2023, l'indépendance de la presse sera garantie et la pluralité des médias sera promue, tout en favorisant un standard de haute qualité journalistique et en continuant à investir dans la qualité de l'information indépendante.

M. Bettel profite de la tribune qui lui est offerte pour signaler aux membres de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications (DIGIMCOM) qu'il ne lui revient pas de juger de la qualité du travail journalistique offert au Luxembourg, même si certains hommes politiques dans d'autres pays ne se privent pas de le faire.

Sur base des travaux déjà entamés, le système actuel du régime de la promotion de la presse écrite sera réformé pour tenir compte de l'évolution des médias et des habitudes d'information et de consommation des citoyens au cours des dernières années².

Des premières entrevues à ce sujet ont déjà eu lieu avec les éditeurs et les représentants des journalistes. Cependant, comme pas mal de questions restent encore en suspens et que des réserves ont été émises de part et d'autre, le régime transitoire actuellement en place est - aux dires de M. Bettel - appelé à fonctionner encore pendant un certain temps, l'objectif affiché étant, d'un côté, de découpler les subsides accordés du support choisi (actuellement, le volume des subsides accordés dans le cadre de la promotion de la presse écrite l'est en fonction des pages imprimées). De l'autre côté, le champ d'application du nouveau mécanisme sera élargi pour prendre davantage en considération la pluralité des formats, comme par exemple les médias en ligne et la diversité linguistique au Luxembourg.

En parallèle à la réforme du régime de la promotion de la presse écrite et au vu des efforts du secteur en faveur d'un travail journalistique de haute qualité, il est envisagé de revaloriser la profession de « journaliste professionnel », en concertation avec le Conseil de presse et les associations professionnelles.

En relation avec la radio socioculturelle, M. Bettel informe les membres de

² En fait, il s'agit de la réforme de l'aide à la presse déjà annoncée dans le programme de coalition du gouvernement précédent (2013-2018). Entamée en concertation étroite avec les éditeurs et les représentants de journalistes, mais pas encore au stade de pouvoir être finalisée, cette réforme a néanmoins déjà permis l'introduction d'une aide forfaitaire pour la presse en ligne.

la DIGIMCOM que la coalition gouvernementale, qui s'est formée suite aux élections législatives d'octobre 2018, a décidé d'initier une réflexion sur le rôle et les missions de celle-ci dans le paysage audiovisuel luxembourgeois actuel, ceci en vue d'adapter, après un débat parlementaire suite à une concertation des parties prenantes ainsi que d'experts nationaux et internationaux,

- les missions,
- le cadre légal, et
- la gouvernance

de l'établissement public de radiodiffusion socioculturelle en accord avec les standards internationaux en la matière tout en tenant compte des spécificités, et des besoins particuliers de notre pays.

Dans ce contexte, le Ministre souligne qu'il est d'ores et déjà en mesure d'affirmer que le budget des dépenses pour 2019 de la radio socioculturelle connaîtra une augmentation substantielle par rapport à 2018.

Dans le contrat de coalition, il est mentionné qu'il sera veillé au maintien d'un service public dans les médias audiovisuels qui réponde aux standards les plus élevés en ce qui concerne la qualité des programmes et de l'information. Il sera étudié et discuté, dans le cadre d'un débat parlementaire, si pour une telle mission de service public les accords de concession liant le Gouvernement à CLT-UFA seraient à adapter ou si une chaîne de télévision publique serait éventuellement à créer.

De telles réflexions seront entamées et une analyse détaillée sera initiée pour déterminer la faisabilité et les modalités d'une réalisation éventuelle d'un projet d'un service public dans le secteur audiovisuel de caractère plus général et indépendant.

L'accord de concession conclu en 2017 et valable jusqu'en 2021³ a précisé les critères de qualité et de transparence et une commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois dans le

³ **Signature des accords renouvelant les concessions et permissions entre CLT-UFA et l'État luxembourgeois (31 mars 2017)**

En date du 31 mars 2017, les accords renouvelant les concessions et permissions entre CLT-UFA et l'Etat luxembourgeois, y compris la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois dans le domaine audiovisuel, ont été signés.

Avec ces accords, la mission de service public en matière de télévision a été prolongée pour une durée de trois ans, soit de 2021 à 2023, et les concessions et permissions concernant les fréquences de RTL Radio et Télévision ont été prolongées jusqu'à 2030. La convention a été adaptée sur plusieurs points, notamment pour garantir un choix plus diversifié d'éléments de programme.

Pour assurer la continuité du programme de télévision de service public, le déficit résultant du financement du programme sera pris en charge par l'État à partir de 2021. Il s'agit d'une garantie de financement qui ne peut dépasser en aucun cas 10 millions d'euros par an. Afin d'éviter tout risque de surcompensation, le gouvernement assurera à travers des mécanismes rigoureux de contrôle et d'audit indépendant annuel que cette enveloppe plafonnée servira exclusivement au financement du programme de télévision. La Chambre des députés qui, à travers une motion, avait invité le gouvernement à conclure les accords, sera associée au contrôle de la mise en œuvre de la convention.

domaine audiovisuel a été créée.

L'implication de la Chambre des Députés dans le processus de surveillance des exigences fixées dans l'accord de concession sera assurée.

En tout état de cause, les adaptations et garanties nécessaires au niveau de la qualité des programmes seront examinées en vue de la renégociation de l'accord de concession.

Après 2023, un nouveau modèle d'accord de concession est censé entrer en application, modèle qui a déjà fait l'objet d'un débat de consultation à la Chambre des Députés (débat de consultation sur l'évolution des médias et la qualité de la presse en date du 9 mai 2017).

D'après M. Bettel, la concession entre CLT-UFA et l'Etat luxembourgeois pour la prestation du service public luxembourgeois dans le domaine audiovisuel est appelée à être évaluée après 3 ans et non plus au bout de 10 ans comme ce fut le cas auparavant.

Le Ministre déclare ensuite que, d'une façon générale, le secteur des médias audiovisuels est appelé à être évalué et valorisé au cours de la législature 2018-2023. A ce titre et à l'instar de la promotion de la presse écrite, des dispositions claires pour le soutien aux médias citoyens et locaux seront élaborées, tout en respectant des critères de qualité.

Pour ce qui est du numérique et de la digitalisation, M. Xavier Bettel tient à souligner qu'il ne s'agit pas là d'un secteur isolé, vertical mais bien d'un secteur à compétence horizontale. Le nouveau Ministère de la Digitalisation est appelé à jouer le rôle d'une plateforme de coordination et à constituer une espèce de colonne vertébrale.

Etant donné que le nouveau Ministère de la Digitalisation comptera dans ses attributions les technologies de l'information de l'Etat, il est prévu qu'il mette en œuvre, à travers le CTIE, une stratégie globale de transformation digitale et de simplification administrative permettant de consolider et de rassembler les efforts pour doter le Luxembourg d'une administration exemplaire qui contribuera à son attractivité économique.

M. Xavier Bettel passe ensuite le relais à M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, pour qu'il puisse compléter le volet « Digitalisation » de la présentation du programme gouvernemental.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, M. Hansen précise que le Ministère de la Digitalisation, créé il y a de cela seulement sept semaines, cherche encore un peu ses marques pour être tout à fait opérationnel.

En chapeautant le CTIE avec un effectif de 450 personnes, le ministère peut désormais compter sur le savoir-faire d'une entité qui a déjà abattu un travail considérable lors des dernières années.

Dans ce contexte, M. Hansen ne manque pas de mentionner que le phénomène de la digitalisation et de la transformation digitale qu'il engendre ne datent pas du 5 décembre 2018, date de publication de l'arrêté grand-ducal portant constitution du Ministère de la Digitalisation. Et qu'il convient dès lors, d'un point de vue politique, de suivre et d'étudier en détail cette évolution technologique afin d'en pouvoir identifier les opportunités à saisir et appréhender les risques pour éviter ou limiter leur impact négatif sur la

société luxembourgeoise, son économie et ses citoyens en général.

En cela, M. Hansen dit avant tout penser au développement de l'e-Government. Alors que de nouvelles initiatives s'imposent encore dans ce domaine, beaucoup de choses ont déjà pu être réalisées grâce au CTIE, acteur central de sa mise en place.

Selon M. Hansen, nombre de nos concitoyens connaissent entretemps la plateforme interactive de dépôt de démarches administratives en ligne MyGuichet.lu. Néanmoins, certaines autres démarches ne sont pas encore réalisables et il faudra dans les mois et années à venir s'y attaquer sans toutefois perdre de vue qu'il s'agit aussi d'assurer une certaine simplicité dans la démarche. Et d'en venir au « once only » déjà évoqué par M. le Premier Ministre. Si, avec l'accord du citoyen quant à la protection de ses données et le respect des règles les régissant, l'Etat dispose une fois de ces données, alors il faut impérativement que l'Etat soit à même de travailler avec celles-ci sans les redemander chaque fois dès que le citoyen s'apprête à faire une nouvelle démarche en ligne.

Ce qui fait dire à M. Hansen que deux voix au Conseil des ministres ne seront pas de trop pour ériger cette cause en priorité politique pour la faire avancer. La digitalisation numérique des services étatiques et la simplification administrative doivent évoluer de pair pour arriver au résultat souhaité. Le bon fonctionnement de l'échange entre administrations de documents déjà soumis aux administrations une première fois doit pouvoir éviter les démarches administratives inutiles.

Sachant que le « digital first » est un concept qui ne date pas de hier, il faut - aux yeux de M. Hansen - l'intégrer beaucoup plus fréquemment dans l'élaboration des projets de loi. Il ne suffit cependant pas de digitaliser une procédure parce que, en tant que telle, elle est compliquée pour la rendre encore plus compliquée par après et de disposer alors d'une procédure digitale complexe. Et d'ajouter que ce n'est pas le but recherché de l'exercice étant donné qu'à travers la réforme et la simplification administratives, il s'agit de repenser les processus pour les implémenter par après dans une solution digitale. A ce niveau, l'orateur identifie encore pas mal de potentiel vers le haut dans nombre de domaines. Selon lui, il n'y a qu'à penser au domaine des impôts où le citoyen ordinaire, contrairement aux entreprises, manque encore de moyens digitaux pour faire sa déclaration.

En parlant du Ministère de la Digitalisation, on évoque, d'après M. Hansen, bien entendu aussi le Luxembourg comme site d'implantation pour le développement et la promotion du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC). Cette promotion des TIC à l'international se fera bien entendu en collaboration avec d'autres ministères, le Ministère de la Digitalisation étant à considérer comme une plateforme de coordination.

Dans les cinq années à venir de la législature, un accent particulier sera également mis sur l'inclusion numérique des personnes âgées. Un plan d'action sera élaboré qui proposera des pistes précises afin d'inclure tout citoyen dans notre société de plus en plus numérisée et de contrecarrer le clivage numérique qui risque à terme de diviser la société. L'inclusion des seniors en constituera un point important, surtout pour ce qui est de leur formation continue dans le domaine des nouvelles TIC. Même si à voir son entourage personnel, M. Hansen se dit parfois sidéré de la capacité de certaines personnes âgées à s'adapter aux conditions d'un environnement quotidien de plus en plus digitalisé. Et de préciser que le risque d'une fracture numérique n'est pas à identifier du seul côté des personnes considérées comme âgées, mais qu'il concerne la société toute entière.

En matière d'acquisition de « digital skills » et bien que le Ministère de la Digitalisation ne soit pas concerné au premier plan, M. Hansen affirme que celui-ci se tient toujours à disposition pour prêter main forte à tout moment.

Sur recommandation du Conseil économique et social (et contenue dans son avis), M. Hansen dit approuver la création d'un Haut Comité pour la Transformation Digitale, dans lequel toutes les parties prenantes (patronat, syndicats, société civile) doivent pouvoir discuter des opportunités et des risques inhérents au nouveau modèle de société qui est en train de s'esquisser. Dans ce contexte, il verrait d'un bon œil que des thèmes tels que les nouveaux modèles de temps de travail induits par le processus de la digitalisation ainsi que les angoisses éprouvées par certaines franges de la population notamment en matière de changement et de perte d'emplois puissent y être abordés et discutés en toute sérénité.

Ne souhaitant pas s'étendre sur tous les points contenus dans le programme gouvernemental ni sur toutes les initiatives dont il regorge, M. Hansen tient cependant encore à souligner que le Ministère de la Digitalisation envisage un contact encore plus étroit avec les entreprises actives dans les TIC au Luxembourg, non seulement pour promouvoir le Luxembourg comme terre d'accueil pour sa législation innovative, mais également pour mettre en avant la fiabilité et la sécurité de ses centres de données et son savoir-faire en matière de digitalisation.

Pour conclure son intervention, M. Hansen fait le constat que digitalisation ne signifie pas nécessairement la même chose pour tout le monde. En opposant de jeunes élèves dans l'enseignement, pour qui la digitalisation peut consister dans l'apprentissage d'un traitement de texte ou d'un fichier de tabulation, aux dirigeants et employés d'une grande entreprise, qui par le biais de l'intelligence artificielle cherchent à optimiser leurs processus et flux de production, il tient à signifier aux députés que les défis en matière de digitalisation sont multiples et qu'il reviendra au Ministère de la Digitalisation nouvellement créé de jouer un rôle de facilitateur pour faire avancer les choses.

Place est alors faite à la traditionnelle séquence de questions-réponses entre ministres et membres de la commission.

La parole pour poser une première question est donnée à M. Sven Clement des Pirates. M. Clement dit comprendre que la digitalisation constitue un grand défi et une opportunité pour notre pays et que personne n'osera contester qu'il devrait s'agir d'une priorité pour le Luxembourg. S'il est vrai qu'en matière de digitalisation, le programme gouvernemental lui apparaît comme très ambitieux, M. Clement n'est cependant pas sans se poser des questions quant à la mise en œuvre concrète de certains points qui y figurent. Et de citer en exemple la simplification envisagée pour la création d'entreprises où il a déjà posé deux questions parlementaires, l'une à l'adresse du Ministre de la Sécurité sociale, l'autre à celle du Ministre des Classes moyennes, étant donné que cette création n'est pas toujours aussi simple qu'on veuille bien le prétendre, qu'elle engendre toujours et encore un certain nombre de délais qui ne sont pas nécessairement imputables à la seule digitalisation, mais plutôt à un certain nombre d'obstacles bureaucratiques inhérents à la loi sur la création d'entreprises. Autre point évoqué par M. Clement : la neutralité de l'Internet. Même s'il en

est question dans le programme gouvernemental, il se demande si celle-ci n'est pas violée de façon systématique et prédit qu'il sera à l'avenir très difficile de la garantir. Il cite ainsi en exemple les paquets offerts par les opérateurs de télécommunications qui en dehors du paiement du type de forfait auquel il souscrit - donc du volume de données auquel il a droit - permettent à l'utilisateur de « facebooker » ou de « youtuber » à volonté, alors que le même utilisateur, s'il va par exemple surfer sur le site Internet de RTL, y voit son volume de données systématiquement siphonné. Peut-on dans ce cas encore parler de neutralité d'Internet si, d'un côté, l'utilisateur a gratuitement accès à des données en souscrivant au paquet d'un opérateur de télécommunications déterminé, alors que de l'autre, il doit payer pour ce faire ? M. Clement aimerait savoir de la part des ministres présents, si le Gouvernement considère qu'en l'espèce il s'agit bien d'une infraction à la neutralité d'Internet et, si cela s'avère être le cas, quelles mesures le Gouvernement compte prendre dans un souci de protection du consommateur ?

Comme MM. Bettel et Hansen ne souhaitent pas répondre isolément aux questions d'un seul parlementaire, le Président de la DIGIMCOM propose de regrouper les questions pour que les ministres puissent y répondre en bloc par après.

Mme Viviane Reding du groupe parlementaire CSV débute son intervention par une réflexion d'ordre général en affirmant qu'il est bien beau de créer un Ministère de la Digitalisation si le système éducatif luxembourgeois ne tient pas suffisamment compte de cette digitalisation et que l'apprentissage des algorithmes ne figure pas dans ses programmes. Elle pointe également du doigt le système luxembourgeois du « life long learning » qui, à ses yeux, prépare insuffisamment aux défis de la digitalisation. Si à un moment donné, des grains de sable viennent enrayer la belle machine économique luxembourgeoise et que des salariés perdent leurs emplois parce que les entreprises touchées par la crise commencent à débaucher - et cela risque d'arriver un jour ou l'autre -, elle craint que pas mal d'employés, du fait d'une formation aux nouvelles technologies défailante, risquent de se retrouver à la rue et d'éprouver beaucoup de mal à retrouver un emploi.

Mme Reding ne manque pas non plus d'épingler le secteur de la recherche luxembourgeoise, qui, selon elle, manque d'une stratégie claire en matière de digitalisation. Elle se demande si les secteurs de la recherche publique (Université du Luxembourg) et de la recherche privée (entreprises) arrivent à suffisamment serrer les rangs pour combler d'éventuels retards, voire à capitaliser sur leur savoir-faire pour que notre pays, dans une technologie de pointe donnée, puisse de nouveau endosser le maillot d'un « first mover ».

Et d'en venir finalement à l'infrastructure et aux réseaux de télécommunications. Sachant qu'en matière de 3G et de 4G, certaines zones de notre pays ne sont pas couvertes, s'apparentent donc à des zones blanches où l'accès à Internet et à la téléphonie mobile n'est pas possible, Madame Reding interpelle le Gouvernement pour savoir s'il compte résorber ces zones blanches maintenant ou s'il compte le faire ultérieurement avec l'installation de la 5G ?

Par ailleurs, elle souhaiterait avoir des informations supplémentaires concernant la 5G. Qui s'occupera de l'installation de la 5^e génération de communication mobile au Luxembourg ? A quel stade se trouvent les

négociations entre M. le Premier Ministre et CISCO⁴ en la matière ? Qu'est-ce qui a été signé avec CISCO ? Comment s'articule la collaboration entre le Gouvernement et le groupe Post en matière d'installation de la 5G, sachant que Post Luxembourg, en tant que premier opérateur de télécommunications du pays, a installé la plupart des réseaux fixes et mobiles existant au Luxembourg et qu'il en est propriétaire ? Qui finance l'installation de la 5G, comment cette installation est-elle financée et comment s'assurera-t-on que cette 5^e génération de communication mobile couvrira tout le Luxembourg sans laisser de zones blanches ?

Mme Reding signifie aux ministres présents et à ses collègues parlementaires que, si elle insiste tellement sur cette question de couverture totale de la 5G, c'est parce que ces réseaux mobiles de 5^e génération sont tellement importants pour le bon fonctionnement de l'IoT (Internet of Things en anglais ou l'Internet des objets en français ou Internet of Everything comme elle aime à le désigner), de la médecine du futur, basée sur l'intelligence artificielle, ou encore celui de la technique du self-driving car (voiture autonome). C'est la raison pour laquelle elle aimerait savoir de façon très concrète, et non par une seule phrase, ce que le Gouvernement compte faire pour assurer cette couverture totale de la 5G ?

Car, d'après Mme Reding, il en va de l'avenir de notre pays. Une bonne implémentation de cette 5G permettrait en effet au Grand-Duché d'être un « first mover » dans une des technologies applicables de façon générale et pas seulement dans une technologie du futur comme par exemple celle liée au « space mining ».

Il revient alors à M. Franz Fayot du groupe parlementaire LSAP de poser encore deux questions en relation avec les priorités du programme gouvernemental en matière de médias, télécommunications et digitalisation pour la législature 2018-2023.

Dans la mesure du possible, M. Fayot souhaiterait avoir quelques clarifications sur les missions et le rôle joué par le futur Haut Comité pour la Transformation Digitale, dont la création a été envisagée auparavant par M. le Ministre délégué à la Digitalisation pour plancher sur les opportunités et les risques engendrés par la digitalisation, notamment sur le monde du travail. Quelle sera la composition de ce Haut Comité ? Est-il voué à produire des rapports réguliers ou fonctionnera-t-il plutôt à l'instar du Haut Comité pour la place financière, siégeant de façon permanente et censé accompagner les décideurs politiques dans l'orientation de la place financière luxembourgeoise ?

En prenant appui sur le plan Rifkin et la création d'un groupe ad hoc mandaté de réfléchir sur l'opportunité d'adapter le cadre législatif au regard de l'émergence des nouvelles technologies du type « distributed ledger » (dont la Blockchain) afin de favoriser ces technologies et de jouer en quelque sorte un rôle pionnier en la matière ainsi qu'au niveau de l'identification numérique (sorte de nouvelle génération « Luxtrust »), M. Fayot aimerait savoir si l'implication du Ministère de la Digitalisation nouvellement créé est également

⁴ Le 23 janvier 2019, lors de sa deuxième journée au « World Economic Forum », M. Bettel a entre autres eu une entrevue avec le CEO de Cisco Systems, Chuck Robbins, pour aborder notamment le *Country Digital Acceleration Plan*, un programme qui couvre des domaines aussi variés que la cybersécurité, la fintech, l'éducation ou les e-skills et qui vise à accélérer la stratégie nationale de digitalisation du Luxembourg. MM. Bettel et Robbins ont par ailleurs convenu d'explorer d'autres champs de collaboration entre Cisco et le Luxembourg.

souhaitée pour faire bouger et avancer les choses ?

Après ce premier tour de table débouchant sur plusieurs questions, M. Bettel fait le point.

Concernant la question de M. Clement en relation avec la neutralité d'Internet, il souligne que le Luxembourg s'est conformé à l'interprétation qui en a été faite au niveau de l'Union européenne⁵.

S'adressant à Mme Reding, M. Bettel lui enjoint que le Gouvernement a présenté, en date du 12 septembre 2018, une stratégie pour la 5G⁶ au

⁵ La neutralité du net désigne le principe selon lequel tout trafic Internet doit être traité sans discrimination. Cette neutralité garantit l'égalité de traitement de tous les flux de données sur Internet. Concrètement, tout internaute doit pouvoir visionner une série télé sur un site de streaming de son choix ou jouer à un jeu vidéo sans que son fournisseur d'accès internet (FAI) ne puisse favoriser un diffuseur de vidéo par rapport à un autre. Pas question, par exemple, de donner une priorité à de grands opérateurs comme Netflix, Amazon ou Google. Que ce soit gratuitement ou contre rémunération.

Les Etats-Unis parient sur les effets de la concurrence

Le 14 décembre 2017, la décision de la FCC - le régulateur américain des communications- a donc eu l'effet d'une bombe. Elle a mis fin, aux USA, au principe de neutralité. Fraîchement nommé à la tête de la FCC, Ajit Pai a résumé sa vision du net en une phrase : « *Consumers benefit most from competition, not preemptive regulation* ». A ses yeux, la loi de la concurrence défend bien mieux les intérêts des consommateurs que n'importe quelle législation tatillonne. Le risque majeur pour l'internaute américain est, dans l'avenir, de devoir payer des suppléments pour accéder à certains sites comme Youtube ou Netflix. Et ce seront les fournisseurs d'accès qui pourront réduire ou accélérer la vitesse du débit internet selon les services qui leur rapportent le plus.

Cela entraînera obligatoirement des inégalités entre les gros fournisseurs de contenu qui paieront pour disposer de débits rapides et les start-up ou blogs particuliers dont la consultation sera rendue peu confortable faute d'avoir pu payer les opérateurs.

L'Europe résiste

L'Europe sera-t-elle impactée par cette décision ? Le Commissaire européen Andrus Ansip, en charge du numérique, assure le contraire. « La neutralité du net continuera d'exister dans l'Union européenne ». De ce côté-ci de l'Atlantique, la neutralité du web est protégée par un règlement européen. Depuis le 25 novembre 2015, le règlement 2015/2120 précise notamment les droits de l'abonné en termes de vitesse et de qualité du service Internet. Il interdit également aux fournisseurs d'accès Internet de discriminer l'utilisateur sur la base de l'origine ou de la destination des données. Le règlement exige de la transparence dans la gestion du trafic et les vitesses (minimales) de trafic. Les opérateurs doivent enfin prévoir des procédures de plaintes à la disposition des internautes. La seule exception à cette liberté est la lutte contre les sites illicites qui diffusent des contenus xénophobes, d'incitation à la haine, etc. Ainsi, la neutralité du net dans l'Union européenne pourrait être définie en trois critères : « **pas de blocage, pas de ralentissement, pas de discrimination** ».

Dans la pratique, les fournisseurs d'accès respectent-ils le règlement ?

La veille de l'acte de décès de la neutralité du web aux USA, le Berec (Bureau des régulateurs européens de communications électroniques) a publié un rapport sur l'efficacité de la mise en place du règlement européen sur cette même neutralité du web. Un rapport qui rassemble les données de 30 régulateurs nationaux dont l'ARCEP pour la France et l'IBPT pour la Belgique. Un an après l'entrée en vigueur du règlement, et malgré quelques coups de canif dans le contrat, les conclusions du rapport de 36 pages sont relativement positives. Les lacunes portent principalement sur le manque de transparence des contrats proposés aux internautes, sur les engagements en matière de vitesse du réseau, (minimum et maximum) et sur la difficulté, pour le client, de contrôler le débit réel fourni par l'opérateur. Un nouveau rapport doit être rédigé par le Berec fin 2018, qui évaluera l'évolution de ces dossiers. Le rapport sera remis à la Commission avant le 30 avril 2019.

(Source : rtbf.be)

Luxembourg. Et de préciser dans la foulée qu'à cet effet, des projets pilotes ont déjà été mis en place, sachant que peu de fournisseurs privés s'aventurent à investir directement dans la 5G étant donné l'incertitude régnant sur le retour sur investissement. C'est la raison aussi pour laquelle 8 millions d'euros sont à peu près budgétisés en 2019 au titre de projets de cofinancement pour le déploiement de la 5G.

Concernant Cisco Systems, M. Bettel indique que les liens entre cette entreprise informatique américaine - spécialisée aujourd'hui dans les serveurs et dirigée depuis juillet 2015 par M. Chuck Robbins - et l'Etat luxembourgeois remontent déjà à un certain temps et se sont surtout concrétisés à l'occasion de la tenue du World Economic Forum à Davos en janvier 2018, où le Gouvernement luxembourgeois a signé un protocole d'entente (en anglais « MoU : Memorandum of Understanding ») avec cette firme. L'accord prévoit notamment l'instauration du « Country Digital Acceleration Plan » (en français : plan CDA) de CISCO au Luxembourg. Le CDA de Cisco est une initiative à travers laquelle la société américaine met à disposition son savoir-faire ainsi que l'infrastructure technique pour les

⁶ Présentation de la stratégie du gouvernement en matière d'introduction de la 5G au Luxembourg (Communiqué 13.09.2018)

Le mercredi 12 septembre 2018, le Premier ministre et ministre des Communications et des Médias, Xavier Bettel, a présenté la stratégie pour la 5G au Luxembourg. Les réseaux mobiles de 5e génération (5G) seront essentiels pour permettre la prochaine vague de productivité et d'innovation dans les différents secteurs de l'économie luxembourgeoise et pour ouvrir de nouvelles possibilités dans de nombreux domaines de la vie quotidienne. Le réseau 5G constituera un élément crucial de notre infrastructure nationale, pour les entreprises, mais aussi pour les citoyens.

La stratégie nationale luxembourgeoise s'inscrit dans le cadre du plan d'action pour la 5G de la Commission européenne et de la feuille de route européenne pour l'introduction de la 5G qui vise de premiers déploiements en 2020. Elle a été élaborée après consultation de nombreux acteurs intéressés, comme suite à une réunion du groupe infrastructures de Digital Luxembourg sur ce sujet en juillet 2017. La stratégie 5G est basée sur une analyse de divers aspects du réseau 5G, tels que les modèles commerciaux, la demande du marché, les considérations réglementaires et les modèles de financement.

La stratégie prévoit de positionner le Luxembourg parmi les pionniers de la 5G, et ceci notamment par la mise en place de premiers déploiements au moyen de projets pilotes. Ces projets pilotes devraient être lancés dès 2020. Les zones envisagées pour des projets pilotes sont :

- une partie du plateau du Kirchberg avec les infrastructures culturelles et de loisirs ;
- le site de Belval avec l'université ;
- le centre «CFL Multimodal» à Dudelange ;
- l'Automotive Campus à Bissen ;
- un tronçon d'un grand axe de circulation.

La stratégie nationale pour la 5G sera discutée avec les parties prenantes et différents aspects pourront être développés dans le cadre de workshops thématiques ou de groupes de travail à mettre en place. Les intéressés peuvent contacter l'équipe du Service des médias et des communications: 5G@smc.etat.lu

Communiqué par le Service des médias et des communications

besoins de connectivité via réseaux numériques aux pays participants afin de les soutenir dans la transition digitale. Au Luxembourg, ce CDA prévoit surtout une coopération dans les domaines de

- l'éducation et des e-skills (coopération avec l'Université du Luxembourg ; Cisco NetAcademy),
- la cybersécurité,
- l'Internet des objets, et de
- la Fintech.

Revenant aux réseaux mobiles de 5^e génération, M. Bettel finit par admettre que, comparé à d'autres pays comme par exemple la Corée du Sud⁷, leur déploiement en Europe s'avère quelque peu poussif et a pris du retard⁸. Ceci est dû aussi au fait que ces cinq dernières années, les efforts de la Commission européenne se sont avant tout concentrés sur l'avènement d'un Marché unique numérique (Digital Single Market) ainsi que sur le Règlement général de la protection des données (RGPD), dont les pays de l'Union européenne ont bien entendu aussi besoin pour gagner la confiance des citoyens.

⁷ La Corée du Sud devient le premier pays à lancer officiellement la 5G

Les opérateurs coréens se livrent une vraie bataille avec Verizon pour tenter d'être les premiers à proposer un réseau mobile 5G. (par Valentin Ciminio - Twitter@ciminix - 8 avril 2019)

C'est officiel, la Corée du Sud a lancé la 5G mobile sur son territoire. Les trois opérateurs du pays viennent tout juste de lancer la commercialisation de ce nouveau réseau mobile. Les opérateurs du pays se sont coordonnés pour devancer Verizon et son déploiement à Chicago et à Minneapolis. Les États-Unis et la Corée du Sud ont tous les deux déployé à quelques minutes près la nouvelle génération de réseau mobile 5G. Officiellement, c'est en Corée du Sud que la 5G a été déployée en premier, pourtant très peu de personnes peuvent encore en profiter. Les trois opérateurs du pays, KT, SK Telecom et LG Uplus ont décidé d'unir leurs forces et de se coordonner dans le lancement du nouveau réseau mobile 5G. Effectivement, les trois sociétés coréennes ont annoncé que leur réseau mobile était opérationnel le 3 avril dernier à 23h. En Corée du Sud, on parle d'un vrai réseau 5G alors qu'aux États-Unis, les habitants de Chicago et de Minneapolis sont encore loin de pouvoir pleinement profiter du nouveau débit. Le réseau couvre seulement quelques parties des villes et il existe encore très peu de terminaux compatibles avec la 5G. C'est une vraie bataille que se livrent les coréens et Verizon à travers la 5G. En réalité, en Corée du Sud comme aux États-Unis, il s'agit plus d'un coup de communication que d'autre chose. Effectivement, pour les abonnés à SK Telecom, le service n'est pas accessible à tous. Seulement six célébrités peuvent en profiter pour le moment, Corée oblige, il s'agit d'artistes K-pop et de sportifs. Le fournisseur d'accès promet que « de nombreux utilisateurs pourraient avoir un accès au réseau dès ce vendredi ». Pour pouvoir utiliser la 5G, il faut un smartphone compatible.

⁸ Présenté en septembre 2016, le plan d'action de la Commission européenne pour la 5G prévoit un calendrier européen commun pour un lancement commercial coordonné des services de 5G en 2020, notamment la couverture 5G d'une grande ville par Etat membre en 2020 et de toutes les zones urbaines et principaux axes de transport en 2025. Le plan d'action prévoit également une collaboration avec les États membres et les acteurs du secteur pour identifier et allouer les fréquences du spectre radioélectrique pour la 5G, l'organisation d'essais 5G paneuropéens à partir de 2018, la promotion de normes mondiales 5G communes et une incitation à l'adoption de feuilles de route nationales pour le déploiement de la 5G dans tous les pays de l'Union. La Commission et les investisseurs du secteur télécom envisagent également de fournir du capital-risque aux start-ups qui développent des solutions 5G pour des applications et des services innovants, quel que soit le secteur d'activité concerné.

Finalement, M. Bettel tient à préciser qu'en matière de connectivité, le Luxembourg se classe actuellement au 1^{er} rang mondial et qu'en matière de 5G et d'intelligence artificielle, le Grand-Duché compte être un « first mover » en Europe.

Prenant la relève du Premier Ministre pour répondre aux questions des députés, M. Hansen s'adresse en premier lieu à Mme Reding pour lui relater les efforts consentis par le Gouvernement pour préparer les élèves à la société digitale du futur. A cet effet, il évoque un certain nombre d'initiatives lancées dans le fondamental et le secondaire, à l'instar du

- Code Club Luxembourg du Service National de la Jeunesse (SNJ) dont l'objectif est d'apprendre la programmation aux enfants, ou encore
- des workshops spéciaux à destination des jeunes entre 15 et 19 ans pour détecter et former de futurs talents à la programmation informatique (initiative lancée par Digital Lëtzebuerg et le SMC).

M. Hansen évoque également l'existence d'une plateforme nationale créée avec le concours de la Chambre de Commerce et la Chambre des Salariés pour préparer et qualifier, par le biais de cours et la mise à disposition de moyens adéquats, au mieux les employés et salariés qui ne le sont pas encore aux défis du monde digital de demain.

M. Hansen précise que la mise en place d'un futur Haut Comité pour la Transformation Digitale a été préconisée par le CES. A travers cet organe, la volonté est de voir représentées toutes les composantes de la société, pour mieux appréhender les diverses dimensions de la transformation digitale et prendre en compte l'ensemble des enjeux relatifs au digital. Quant à sa composition, M. Hansen dit qu'à ce stade il est encore prématuré d'en parler.

En ce qui concerne la recherche publique au Luxembourg, il faut garder à l'esprit que depuis l'instauration des premiers centres de recherche publics à la fin des années 1980, celle-ci s'est considérablement développée. Aujourd'hui, l'Université du Luxembourg et plusieurs autres organismes de recherche avec des spécialisations variées forment l'environnement de la recherche publique au Luxembourg. Pour la période allant de 2018 à 2021, les moyens financiers accordés par l'Etat à l'Université du Luxembourg ainsi qu'aux centres de recherche publics - les relations entre l'Etat et ces institutions sont régies par des conventions pluriannuelles, d'une durée de quatre ans - augmentent de 284 millions d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 25% par rapport à la période de 2014 à 2017.

L'augmentation des moyens des différents acteurs doit notamment être mise en relation avec les nouvelles opportunités qui vont aller de pair avec le monde digital de demain. Et à M. Hansen de citer dans l'ordre la recherche

- sur des programmes cloud menée par le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST),
- en sécurité informatique menée par le SnT- Interdisciplinary Centre for Security , Reliability and Trust sous la direction de M. Ottersten
- en biomédecine, menée par le Luxembourg Centre for Systems Biomedicine (LCSB) sous la houlette de M. Rudy Balling.

M. Hansen rend par ailleurs attentif au fait que, suite à un rapprochement entre l'Institut Universitaire International Luxembourg (IUIL) et l'Université du

Luxembourg, l'IUIL est devenu en 2018 le centre de gestion pour la formation continue et professionnelle universitaire auprès de l'Université du Luxembourg.

Dorénavant, l'objectif stratégique de la nouvelle entité, siégeant dans la Maison du Savoir à Esch-Belval, sera d'assurer l'employabilité des salariés, ainsi que de développer les compétences des collaborateurs des entreprises et autres organisations.

M. Hansen, en sa deuxième qualité de Ministre de la Fonction publique, n'oublie pas de mentionner l'INAP qui forme les agents publics et où à l'avenir un accent particulier sera mis sur les techniques et processus liés à la digitalisation, et ceci à tous les niveaux.

Au final et en termes de formation pour mieux apprivoiser le monde digital, M. Hansen met en garde contre toute tentation de limiter cette formation aux dernières machines, processus et applications en vogue. Selon lui, il ne faut pas oublier l'être humain dans toute cette affaire et c'est la raison pour laquelle il plaide pour une prise en compte appropriée de celui-ci.

Le Président de la DIGICOM ouvre alors le round pour une deuxième série de questions de la part des députés.

Mme Octavie Modert du groupe parlementaire CSV souhaiterait avoir davantage de précisions sur le secteur de la production audiovisuelle, notamment en ce qui concerne d'éventuelles réformes en relation avec l'amélioration

- de la gouvernance,
- des critères de sélection des productions, ainsi que
- du fonctionnement du Film Fund Luxembourg.

Quant au ressort de la réforme et simplification administratives, Mme Modert aimerait savoir s'il continue à rester dans le giron du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ou s'il est appelé à partir sous d'autres cieux, c'est-à-dire à faire partie des attributions d'un autre ministère ? Dans ce contexte, elle souhaiterait aussi connaître le sort que le nouveau Gouvernement entend réserver à la cellule de facilitation.

Dans le sillage de Mme Modert, M. Claude Wiseler du groupe parlementaire CSV dit soutenir la création du nouveau Ministère de la Digitalisation et va même jusqu'à en reconnaître l'impérieuse nécessité, eu égard aux nombreux défis qui attendent le Luxembourg en la matière. D'où plutôt des questions de sa part en relation avec les structures d'organisation du nouveau ministère.

A qui reviendra in fine le pilotage de l'implémentation de la 5G au Grand-Duché ? Ce pilotage, sera-t-il mené à bien par le Ministère de la Digitalisation ou s'effectuera-t-il plutôt sous la houlette du Ministère de l'Economie dont l'Entreprise des Postes et Télécommunications (c'est-à-dire le groupe Post Luxembourg) relève des attributions ?

Qu'en est-il de la technologie Blockchain - technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée et fonctionnant sans organe central de contrôle - qui, par le biais de l'élaboration d'un projet de loi, nécessiterait un encadrement légal, source de sécurité juridique et de planification, notamment pour la place financière luxembourgeoise ? La mise en application de cette technologie et sa supervision, relèveront-elles de la compétence du Ministère de la Digitalisation ou du Ministère de l'Economie ?

Quel ministère s'occupera à l'avenir du domaine de l'« eSanté »⁹ ? Le Ministère de la Digitalisation ou le Ministère de la Santé, sachant que d'aucuns envisagent déjà un remboursement en ligne éventuel d'un « tiers payant généralisé » sans que ce dernier n'ait encore vu le jour jusqu'à présent ?

Aux dires de l'orateur, toutes ces questions - même si elles relèvent d'une certaine technicité - méritent d'être prises en considération, étant donné que sans une volonté politique affirmée de la part des autorités et sans calendrier organisationnel structuré, toutes tentatives de réponses à ces questions risquent de rester lettre morte.

Dans ses réponses aux questions de Mme Modert en relation avec le « Filmfong » (Film Fund Luxembourg), M. le Ministre des Communications et des Médias tient à préciser qu'au cours des derniers mois, tous les acteurs de l'industrie du film luxembourgeois furent consultés et que la réalisation d'un audit sur le Film Fund a su mettre en évidence certaines lacunes, certains problèmes, mais aussi des choses qui fonctionnent bien. Des conclusions ont été tirées et quatre groupes de travail ont vu le jour dans le but d'élaborer de nouveaux textes et d'emprunter de nouvelles pistes. Dans un contexte d'amélioration du cadre de soutien et d'assistance, M. Bettel tient à signifier aux députés présents de la Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications que la simple présence de davantage d'acteurs dans un secteur donné - en l'occurrence celui de la production audiovisuelle luxembourgeois - ne doit pas nécessairement rimer avec davantage de moyens financiers mis à sa disposition par l'Etat sans prendre en compte d'autres facteurs et paramètres. Sachant que le but n'est pas seulement d'ouvrir grandement le robinet et d'injecter aveuglément des liquidités publiques dans ce secteur, mais aussi d'obtenir dans la mesure du possible une certaine reconnaissance internationale.

M. Bettel dit ne pas exclure automatiquement toute progression dans les moyens alloués au secteur, mais seulement si les conclusions tirées dans les groupes de travail l'imposent.

Pour ce qui est de la mise en place de la 5^e génération de technologie réseau mobile conçue pour répondre à la très grande croissance des données et à la connectivité de la société moderne, M. Bettel déclare que le Groupe Post compte parmi les acteurs essentiels à son déploiement au Luxembourg, mais qu'il n'est pas le seul. Il précise par ailleurs que la 5G continuera à relever de la compétence du Ministre des Communications, que le SMC veillera à la construction des infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de la nouvelle technologie, que le Ministère de la Digitalisation est susceptible d'entrer en jeu pour tout ce qui tourne autour des applications de la 5G et que le Ministère de l'Economie est surtout appelé à mettre la main à la pâte en ce qui concerne le volet « promotion » de cette nouvelle technologie.

Dans son intervention, M. Bettel ne manque pas non plus de rappeler le rôle grandissant joué dans ce contexte par la cybersécurité à laquelle le Gouvernement attache une importance croissante. Le Haut Commissariat à la protection nationale (HCPN) assure la coordination en matière de

⁹ « eSanté » ou « santé en ligne », désigne l'utilisation d'outils et de solutions basées sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le secteur de la santé, pour faciliter et améliorer la prévention, le diagnostic, le traitement et le suivi médical ainsi que la gestion de la santé et du mode de vie.

cybersécurité via un « cybersecurity board ». Quand des cyberattaques visent des infrastructures nationales critiques, il est vital qu'un seul organe coordonne la défense de celles-ci et que cette défense ne relève pas de la responsabilité de plusieurs organes éparpillés. Et à M. Bettel de rappeler que la probabilité que le Luxembourg en tant qu'Etat ou qu'une entreprise implantée sur le sol luxembourgeois devienne la victime d'une cyberattaque de la part d'un Etat étranger est aujourd'hui beaucoup plus grande que celle d'être frappé par un missile.

M. Marc Hansen, Ministre délégué à la Digitalisation, emboîte ensuite le pas à M. le Ministre des Communications et des Médias pour compléter ce dernier dans ses réponses. En cela, il revient plus spécifiquement sur le rôle et les missions que le Ministère de la Digitalisation est censé remplir.

Alors que jusqu'au 5 décembre dernier, la réforme tout comme la simplification administratives furent l'apanage du Ministère de la Fonction publique, lesdits ressorts font désormais partie des attributions du Ministère de la Digitalisation. Un signal fort aux yeux de M. Hansen dans le sens où les personnels de ces ressorts sont désormais appelés à non seulement réformer et simplifier des procédures trop lourdes et chronophages, mais de se prêter également à cet exercice en ligne.

La même chose vaut par ailleurs pour la cellule de facilitation et d'urbanisme. Aux dires de M. Hansen, il est important que cette cellule, notamment pour mener à bien sa mission de facilitateur dans le cadre de grands projets (projets de logement, etc.), puisse intégrer les murs d'un ministère neutre, à l'image de ce qui s'est déjà fait dans le passé pour certaines entités actives dans le domaine de la régulation.

Quant au Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE) dont les différents services se trouvent éparpillés un peu partout (Leudelange, Château de Senningen, sites de centres de données, etc.) et dont la destinée est désormais également entre les mains du Ministère de la Digitalisation, M. Hansen espère, dans la mesure du possible, pouvoir regrouper tout ce qui touche à l'administration du CTIE dans son ministère. Il est un fait qu'à l'heure actuelle, et alors que sa création remonte à seulement quelques semaines, le Ministère de la Digitalisation cherche encore ses marques et qu'il lui faudra encore un peu de temps pour être tout à fait opérationnel.

Face aux députés de la DIGIMCOM, M. Hansen fait remarquer que les mots « digitalisation » et « digital » traversent tel un fil rouge l'accord de coalition 2018-2023. En fait, il n'y a que très peu de domaines relevant de l'action gouvernementale où ces mots n'apparaissent pas. L'« eSanté » ainsi qu'un remboursement en ligne éventuel d'un « tiers payant généralisé » furent mentionnés tout à l'heure par M. Wiseler. La santé n'est en effet qu'un domaine où la digitalisation, à l'image de tant d'autres, s'impose tout naturellement. C'est aussi la raison pour laquelle, et en dehors des attributions qu'il vient d'évoquer il y a de cela quelques instants, M. Hansen voit le Ministère de la Digitalisation surtout dans un rôle de coordinateur et de facilitateur entre administrations et départements ministériels quand il s'agit de désamorcer des conflits ou éteindre des feux nés de polémiques et d'intérêts partisans.

Revenant à la technologie de stockage et de transmission d'informations, transparente, sécurisée, et fonctionnant sans organe central de contrôle qu'est la blockchain, M. Hansen déclare que cette technologie et toutes les applications qui tournent autour d'elle ne sont pas seulement intéressantes pour la place financière autochtone, mais également pour plein d'autres

secteurs qui à terme risquent d'être révolutionnés, voire bouleversés par cette technologie. Et d'ajouter qu'à cet effet et pour le compte de la plateforme « Digital Lëtzebuerg », le SMC a, ensemble avec des partenaires publics tels que le CTIE, mais également des acteurs privés, lancé le projet Infrachain¹⁰, sorte de plateforme d'accueil centrale des projets Blockchain au Luxembourg.

En relation avec une dernière question posée par M. Wiseler portant sur la signature électronique et l'avenir de Luxtrust¹¹, M. le Ministre des Communications et des Médias prie le député de bien vouloir s'adresser à M. le Ministre de l'Economie pour apprendre de la part de celui-ci ce qu'il en est.

2. 7351 Projet de loi relative à l'accessibilité des sites Internet et des applications mobiles des organismes du secteur public

Vu le temps qui vient d'être consacré au 1^{er} point figurant à l'ordre du jour de la réunion, il est décidé de reporter sine die l'analyse du PL 7351 et l'avis du Conseil d'Etat y afférent par les membres de la commission.

Avant d'aborder le 3^e point figurant à l'agenda de la réunion du 28 janvier 2019, M. Eugène Berger du groupe parlementaire DP est encore désigné comme rapporteur dudit projet.

¹⁰ Lancée fin 2016 dans le cadre de Digital Luxembourg, Infrachain est une initiative public-privé à l'instigation du Gouvernement luxembourgeois et d'une dizaine de sociétés privées issues de différents secteurs, des start-up fintech aux cabinets d'avocats. Infrachain a pour but de développer une infrastructure à l'échelle européenne capable de servir de base pour la création de blockchain semi-privées. Il s'agit plus techniquement d'un réseau de nœuds indépendants certifiés par Infrachain et donc sûrs. La gouvernance Infrachain apporte le même niveau de gouvernance et de conformité aux écosystèmes Blockchain que les environnements classiques, tout en maintenant intacte la confiance distribuée par une tierce partie, même dans les chaînes privées.

2019 sera une année clé pour l'association Infrachain au cours de laquelle elle prévoit de lancer son premier grand cas d'utilisation opérationnel. Ce cas d'utilisation sera implémenté sur le réseau d'opérateurs hôtes d'Infrachain, un réseau de nœuds exploités par des membres d'Infrachain.

¹¹ [Le groupe Tecnoinvestimenti signe un partenariat stratégique avec LuxTrust : une étape fondamentale pour devenir une figure de proue européenne de la confiance numérique](#)
(Communiqué par le ministère de l'Economie)

Étienne Schneider, Vice-Premier ministre et ministre de l'Économie du Luxembourg, a annoncé aujourd'hui le partenariat entre LuxTrust S.A. ("LuxTrust") et le groupe Tecnoinvestimenti, dont les activités incluent la Confiance numérique, la Gestion & l'information de crédit et les Services d'innovation & de marketing.

Tecnoinvestimenti a signé un accord, par le biais de sa filiale InfoCert S.p.A. ("InfoCert"), la plus grande autorité de certification en Europe, lui permettant d'acquérir 50% de LuxTrust, le principal acteur de la confiance numérique au Luxembourg jouissant d'un important sponsorship institutionnel, via une souscription initiale d'augmentation de capital à hauteur de 12 millions d'euros.

3. Radio socioculturelle 100,7 : suite aux demandes du groupe parlementaire CSV des 3 octobre et 5 novembre 2018 relatives à la « peer-to-peer review on public service media (PSM) values » et le poste de directeur de la radio socioculturelle 100,7 ainsi qu'à la demande de la sensibilité politique déi Lénk en date du 3 octobre 2018 en relation avec les développements récents ayant affecté son opérateur, l'avenir de l'établissement de radiodiffusion socioculturelle sera évoqué au sein de la commission

Le troisième point à l'ordre du jour de la réunion est introduit par M. Claude Wiseler du groupe parlementaire CSV. C'est d'ailleurs suite à des demandes de convocation du groupe dont il fait partie ainsi que de la sensibilité politique Déi Lénk que la commission se réunit aujourd'hui pour entendre M. le Ministre des Médias et des Communications en ses explications sur

- le sort futur que le Gouvernement entend réserver à l'Établissement public de radiodiffusion socioculturelle (ERSL), et
- les développements récents ayant affecté son opérateur, la radio 100,7.

M. Wiseler fait savoir que la demande du groupe parlementaire CSV de voir la commission convoquée repose sur un certain nombre d'événements en relation avec la radio socioculturelle 100,7 qui se sont produits avant et après les élections législatives du 14 octobre 2018, à savoir :

- la publication en avril 2018 par l'EBU (European Broadcasting Union) / UER (Union européenne de radio-télévision), en quelque sorte l'association qui regroupe les radiodiffuseurs de service public européens, d'une « peer-to-peer review on PSM (Public Service Media) values » ;
- une prise de position de la rédaction en chef relative à cette « peer-to-peer review on PSM values » passée sur les ondes de la radio elle-même ;
- la démission à la fin septembre 2018 de M. Jean-Paul Hoffmann, directeur de la radio 100,7, qui avait pris ses fonctions en août 2013 ;
- l'élaboration de modifications du règlement grand-ducal du 19 juin 1992 fixant les modalités de structure et de fonctionnement de l'établissement public créé par l'article 14 de la loi du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, dont on a appris l'existence par voie de presse ;
- la création, suite à la démission de M. Hoffmann, d'un comité de transition pour s'occuper de la gestion journalière des affaires, ceci pour la période allant du 15 décembre 2018 jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau directeur.

Tout cela, selon M. Wiseler, dans une atmosphère tendue pour ne pas dire plus. Maintenant où la situation s'est un peu calmée, il serait peut-être opportun que le Gouvernement réponde à quelques questions de principe qui demeurent et s'empare à bras-le-corps de ce dossier.

Dans ce contexte, M. Wiseler aimerait, par l'intermédiaire de trois blocs de questions, s'adresser à M. le Ministre des Médias et des Communications.

Tout d'abord par un volet de questions d'ordre technique s'apparentant plutôt à des demandes de précision en relation avec des reproches de mauvais fonctionnement ou de mauvaise gouvernance formulés par d'aucuns et s'articulant notamment autour :

- des nominations de membres du conseil d'administration de la radio 100,7 à propos desquelles des délais n'ont pas été respectés, voire furent artificiellement tirés en longueur ;
- de la prise de décision du conseil d'administration qui s'est effectuée à un moment, où certains de ses membres n'avaient plus le droit d'y siéger ;
- des choix opérés par le Gouvernement au sein du conseil d'administration de la radio 100,7, et plus particulièrement la validité de la nomination de M. Laurent Loschetter comme nouveau président du Conseil d'administration de l'ESRL, publiée au Mémorial des sociétés, sans que sa prédécesseure n'eût démerité - en fait, quelle fut la raison de la non-prolongation de son mandat en 2017 à la tête du conseil d'administration ?;
- de la neutralité et l'indépendance du nouveau président du conseil d'administration, sachant qu'il revendique lui-même ne pas disposer nécessairement de la compétence requise pour mener à bien sa mission et qu'il devrait surtout sa nomination à l'amitié qui le lie au Premier Ministre et la confiance dont il jouit de sa part, ce qui pose par ailleurs la question de l'indépendance des radios publiques par rapport aux pouvoirs publics ;
- de la démission surprise de M. Hoffmann, directeur de la radio 100,7, quelques jours à peine avant la célébration des 25 ans d'existence de la radio. Bien qu'affirmant démissionner pour raisons personnelles, il a aussi déclaré, à l'occasion d'une émission sur RTL en date du 3 octobre 2018, avoir démissionné parce qu'il ne jouissait plus de la confiance de son actionnaire, c'est-à-dire l'Etat luxembourgeois ;
- de la procédure de recrutement du nouveau directeur dans laquelle le Président du conseil d'administration de la radio socioculturelle 100,7 est appelé à jouer un rôle prépondérant. M. Wiseler s'étonne aussi de la manière dont ce recrutement a été formalisé : d'un côté, il dit avoir vu dans les journaux une offre d'emploi pour un nouveau directeur général (m/f) ; de l'autre, il dit avoir appris que pour ce qui est du recrutement du nouveau Directeur/trice, le conseil d'administration a décidé de s'adjoindre les services d'un cabinet de recrutement (headhunter). D'où sa question de savoir d'après quels critères ce recrutement a-t-il été organisé et quel doit être le profil de l'heureux(se) élu(e) ?

Un deuxième bloc de demandes de précision, émanant de M. Wiseler, a trait à la gouvernance de la radio publique. Prenant appui sur la « peer-to-peer review on PSM values » réalisée par l'UER, il dit constater que deux critiques en particulier émergent en relation avec l'indépendance de la radio publique, à savoir :

- la nomination des membres du conseil d'administration de la radio. A ce sujet, l'UER dit considérer comme hautement problématique le fait que les neuf membres du conseil d'administration sont nommés directement par le Gouvernement ;

- les moyens budgétaires alloués à la radio qui, depuis le 11 mai 2018, font l'objet d'une deuxième convention pluriannuelle¹². L'UER dit ne pas cautionner un tel fonctionnement budgétaire. En cela, elle est rejointe par le Conseil de l'Europe qui, ces dernières années, s'est beaucoup prononcé sur l'indépendance et la neutralité des radios et chaînes publiques. Pour ce qui est des moyens budgétaires alloués aux radios et chaînes publiques, l'organisation intergouvernementale de Strasbourg plaide pour que ceux-ci ne soient pas tributaires de décisions politiques directes, mais soient assurés à travers des canaux de financement fixe. En cela, M. Wiseler se réfère notamment à la BBC, dont les moyens budgétaires sont assurés grâce à un modèle de financement innovant.

En relation avec la « peer-to-peer review on PSM values » réalisée par l'UER, M. Wiseler dit aussi sa stupeur pour y avoir appris que la radio socioculturelle 100,7 ne connaîtrait pas son auditoire, c'est-à-dire ne connaîtrait ni le profil ni le nombre de celles et ceux qui l'écoutent régulièrement. Ce qui l'amène à constater qu'il s'agit peut-être d'une des raisons qui expliquent que la radio soit toujours et encore condamné à occuper une position de niche, l'empêchant de décoller véritablement en termes d'audience.

Par ailleurs et par rapport à ce qui est stipulé dans le programme gouvernemental à propos de l'ESRL¹³ et l'accord de concession liant le Gouvernement à la CLT-UFA¹⁴ pour ce qui est du maintien d'un service public dans les médias audiovisuels, M. Wiseler aimerait savoir de la part de M. le Premier Ministre comment le Gouvernement compte s'y prendre pour impliquer la Chambre des Députés dans ce débat hautement important ?

¹² En date du 11 mai 2018, le Premier Ministre et Ministre des Communications et des Médias, Xavier Bettel, le président du Conseil d'administration de l'Établissement public de radiodiffusion socioculturelle (ERSL), Laurent Loschetter, et le directeur de l'ERSL, Jean-Paul Hoffmann, ont signé la nouvelle convention pluriannuelle entre l'État et Radio 100,7.

¹³ **Etablissement public de radiodiffusion socioculturelle**

Une réflexion sur le rôle et les missions de la Radio socioculturelle dans le paysage audiovisuel luxembourgeois actuel sera entamée en vue d'adapter, après un débat parlementaire suite à une concertation des parties prenantes ainsi que d'experts nationaux et internationaux, les missions, le cadre légal et la gouvernance de l'ESRL en accord avec les standards internationaux en la matière, tout en tenant compte des spécificités et des besoins particuliers de notre pays.

¹⁴ **Analyse concernant la mission de service public dans les médias audiovisuels**

Il sera veillé au maintien d'un service public dans les médias audiovisuels qui réponde aux standards les plus élevés en ce qui concerne la qualité des programmes et de l'information. Il sera étudié et discuté dans le cadre d'un débat parlementaire si pour une telle mission de service public les accords de concession liant le Gouvernement à CLT-UFA seraient à adapter ou si une chaîne de télévision publique serait éventuellement à créer. De telles réflexions seront entamées et une analyse détaillée sera initiée pour déterminer la faisabilité et les modalités d'une réalisation éventuelle d'un projet d'un service public dans le secteur audiovisuel de caractère plus général et indépendant.

L'accord de concession conclu en 2017 a précisé les critères de qualité et de transparence et une commission de suivi de la convention portant sur la prestation du service public luxembourgeois dans le domaine audiovisuel a été créée. L'implication de la Chambre des Députés dans le processus de surveillance des exigences fixées dans l'accord de concession sera assurée.

En tout état de cause, les adaptations et garanties nécessaires au niveau de la qualité des programmes seront examinées en vue de la renégociation de l'accord de concession.

M. Wiseler en arrive alors à son troisième bloc de demandes de clarification qui en fait n'est plus constitué que par une seule question. En cela, il se réfère à des déclarations que M. Bettel aurait faites à l'occasion du 25^e anniversaire d'existence de la radio 100,7 en relation avec « L'Essentiel Radio », première radio ayant reçu l'autorisation de la part du Gouvernement à diffuser depuis février 2016 au Luxembourg un programme d'informations et de divertissements en langue française sur la fréquence 107,7 MHz, laissée libre depuis la cessation d'émission de DNR.

Dans ce contexte, M. Wiseler souhaiterait connaître la raison pour laquelle la radio 100,7, alors qu'elle avait fait une demande en ce sens, avait dû essuyer à l'époque un refus de la part du Gouvernement pour émettre des programmes dans d'autres langues que la seule langue luxembourgeoise sur ladite fréquence ? Selon les informations de M. Wiseler, il semblerait que le refus prononcé basait sur le fait que M. le Ministre des Médias n'entendait pas interférer dans le « business plan » de « L'Essentiel Radio ». Et à M. Wiseler de poser la question de savoir qu'est-ce qui pourrait empêcher la radio 100,7 de diffuser des programmes dans d'autres langues que la langue luxembourgeoise, sachant que de par la diversité de sa population résidente, de nombreuses langues se côtoient au Grand-Duché ?

Suite à cette foulditude de questions posées par M. Wiseler, M. Bettel se félicite tout d'abord de la présence des députés de la DIGIMCOM afin de pouvoir échanger sur l'avenir de l'ESRL et son opérateur, la radio 100,7.

Concernant celui-ci, il saluerait également l'organisation d'un « hearing » avec la participation de toutes les parties prenantes. Il informe les députés de la commission que l'UER, qui lui a envoyé un courrier cette semaine, se déclare même prête à soutenir le Gouvernement dans une pareille démarche.

Affirmant qu'il n'est pas dans son intention d'organiser la moindre chasse aux sorcières à propos des récents développements autour de la radio socioculturelle, M. Bettel déclare n'être animé que par un seul souci : le bon fonctionnement futur de la radio. Il précise que sa première entrevue avec les responsables de l'ESRL a eu lieu en 2014, n'oubliant pas de mentionner au passage que pendant les vingt dernières années, il n'est venu à l'esprit de personne de contester le statut d'établissement public de l'ESRL et que ce n'est qu'à l'approche des élections législatives du 14 octobre 2018 que d'aucuns ont commencé à le faire. C'est aussi la raison pour laquelle il souhaite que les discussions autour de l'avenir de l'ESRL puissent être menées en toute tranquillité et avec la sérénité qui s'impose.

Lors de sa première réunion avec la direction de la radio socioculturelle au printemps 2014, celle-ci lui a fait savoir que la radio avait du mal à fonctionner parce que son budget faisait l'objet de tractations annuelles. Pour remédier à cette situation, M. Bettel dit avoir donné le feu vert à l'élaboration d'une première convention entre l'Etat et Radio 100,7, ceci dans un contexte budgétaire global étrié pour l'Etat luxembourgeois. Il en fut de même en 2018 où, en date du 11 mai, une nouvelle convention a pu être signée entre l'Etat et Radio 100,7. Cette convention, instrument de développement de la radio visant à donner, tant à l'ESRL qu'à l'Etat, de la prévisibilité à long terme, couvre les années 2019-2023, soit cinq ans, contre trois ans couverts par la convention précédente. Elle accorde à la radio une hausse budgétaire de 4% pour 2019 et de 2% pour les années suivantes. Une dotation nette de 6,8 millions d'euros est ainsi prévue pour l'exercice 2023, contre 4,8 millions d'euros en 2013, ce qui correspond à une augmentation de 25%. Et à M. Bettel de renchérir que ceci va à l'encontre de toutes les allégations

véhiculées avant les élections législatives comme quoi il entendait couper le robinet financier à la radio publique. Non seulement Radio 100,7 a-t-elle su bénéficier de davantage de moyens financiers lors de son premier mandat, mais également d'une nouvelle fréquence en matière de diffusion (la fréquence 95.9 lui fut attribuée en juin 2017).

Revenant au statut de la radio publique sur lequel une chronique de la rédaction en chef souhaitait alerter l'opinion publique et dont certains hommes politiques se sont servis pour créer un début de polémique, M. Bettel assure que ce statut n'a jamais été remis en question étant donné que la radio 100,7 est un établissement public géré comme tel, c'est-à-dire financé par les deniers publics.

A aucun moment, il ne fut envisagé de limiter la radio dans son indépendance. Ceci se trouve par ailleurs confirmé dans la « peer-to-peer review on PSM values » confectionnée par les soins de l'UER où on peut lire dans un passage que « The current situation does not seem to affect ESRL's editorial independence negatively ». De même, la rédaction en chef du 100,7 a affirmé que « D'Redaktioun vum Radio 100,7 ass onofhängeg. An de leschte 5 Joër gouf keen Afloss op eis journalistesch Aarbecht geholl a mir konnte frai schaffen ». D'où l'absence de toute prise d'influence politique sur la radio que d'aucuns, avant les élections législatives du 14 octobre 2018, ont bien voulu insinuer.

Dans ce contexte, M. Bettel tient à répéter ce qu'il a déjà affirmé avant la tenue des élections législatives, à savoir qu'il est disposé à discuter à tout moment de la situation, du statut ainsi que du financement de Radio 100,7 sans exclure a priori quoi que ce soit.

Commentant la démission de M. Hoffmann et son départ en décembre dernier, M. Bettel déclare que l'intéressé lui a écrit pour lui signifier qu'au bout de 5 ans passés à la tête de la radio, le temps était venu pour lui de chercher un nouveau défi. M. Bettel dit avoir travaillé en bons termes avec M. Hoffmann et que leur collaboration fut couronnée par la conclusion de deux conventions entre l'Etat et Radio 100,7. Si M. Hoffmann prétend qu'il ne disposait plus de la confiance nécessaire de son actionnaire pour continuer sa mission, cela est certainement dû au fait qu'il s'est senti court-circuité au moment de la nomination en 2017 de M. Loschetter comme nouveau président du Conseil d'administration de l'ERSL. M. Bettel rappelle qu'un Gouvernement est dans son droit le plus élémentaire lorsqu'il nomme le nouveau président du conseil d'administration d'un établissement public sans avoir reçu au préalable l'aval de la direction ou de son directeur.

Quant à M. Loschetter, M. Bettel dit qu'il bénéficie de son entière confiance et qu'il croit pleinement en ses capacités. Il accomplit son travail avec beaucoup d'énergie et d'enthousiasme. M. Bettel se défend de vouloir influencer sur les destinées de la radio publique à travers M. Loschetter : à aucun moment d'ailleurs, les représentants de la radio ni ceux de l'UER le lui ont reproché.

M. Bettel ne manque pas de soulever certains griefs formulés par l'UER dans son rapport sur lesquels l'on devrait, à son sens, davantage pouvoir se focaliser. L'UER y note par exemple que le management de la radio socioculturelle ne fonctionne pas de manière optimale, que son directeur est surchargé de travail parce qu'il se trouve au four et au moulin et assume trop de responsabilités. Dans ce contexte, M. Bettel se déclare heureux que le Conseil d'administration de l'ERSL ait pu recruter un directeur des ressources

humaines pour le compte de la radio 100,7 au cours de la précédente législature.

M. le Premier Ministre dit aussi avoir appris que le taux de renouvellement du personnel auprès de la radio publique est important.

Dans la foulée, M. Bettel déclare qu'il peut confirmer qu'un appel à candidatures pour le poste d'un nouveau directeur de la radio 100,7 a été lancé, qu'il a été publié dans les journaux et qu'il a été décidé de s'adjoindre dans le cadre du recrutement du nouveau directeur les services d'un cabinet externe. Il insiste pour dire qu'en tant que Ministre des Médias et des Communications, il n'entend en aucun cas se mêler dans ce processus de recrutement.

Pour ce qui est des nominations au conseil d'administration de l'ESRL auxquelles il a été fait allusion tout à l'heure, M. Bettel concède volontiers qu'elles se sont déroulées dans un certain climat de confusion. La décision avait été prise de régulariser ces nominations afin qu'elles soient définitives.

En relation avec la nomination de M. Loschetter comme nouveau président du Conseil d'administration de l'ESRL et le fait que le Gouvernement y a procédé, M. Bettel tient à rappeler que cette façon de faire vaut pour tous les établissements publics financés par les deniers publics. Et de citer à cet égard d'autres établissements publics relevant de la sphère des médias tels que par exemple l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) ou encore la Commission nationale de la protection des données (CNPD) - qui de plus constitue un organe de contrôle -, où il revient au Gouvernement de désigner les personnes à leur tête. De là à établir un lien entre financement, prise d'intérêts et procédure de nomination serait, aux yeux de M. Bettel, synonyme d'ouvrir une boîte de Pandore. Dans ce cas, toute la procédure de nomination pour des postes à responsabilité auprès de l'Etat et de ses établissements publics serait remise en question et à revoir.

Pour conclure son intervention, M. Bettel tient à préciser qu'au cours des dernières années, il a mis à la disposition de la radio socioculturelle tous les moyens financiers dont elle avait besoin, qu'il est ouvert à toutes suggestions concernant son avenir et qu'il importe d'en discuter et de débattre en toute sérénité, ceci en y associant l'UER.

Suite aux explications fournies par M. le Premier Ministre, le Président de la DIGIMCOM donne la parole à M. Charles Margue du groupe parlementaire déi gréng pour faire un commentaire d'ordre général. M. Margue soulève que depuis sa création, la radio socioculturelle a été laissée à son propre sort et qu'elle a fait l'objet d'une négligence impardonnable de la part des autorités politiques. Sa raison d'être, sa place et son rôle dans le paysage médiatique luxembourgeois n'ont jamais vraiment été élucidés et analysés en profondeur. Si une radio publique ne connaît ni sa zone de couverture ni l'identité exacte de son auditoire, alors il est très difficile de la guider dans la bonne direction. D'après M. Margue, la question de l'auditoire est une question cruciale et ce n'est qu'en se penchant sur celle-ci que l'on peut définir et fixer des objectifs à atteindre à Radio 100,7 sachant que le Luxembourg, de par ses résidents, les langues qui y sont parlées et sa structure socioéconomique a profondément changé entre la date de création de la radio publique et aujourd'hui. Aux yeux de M. Margue, la structure des programmes de la radio 100,7 a fait fi de cette évolution et s'en trouve

pénalisée en 2019. C'est la raison pour laquelle il ne peut que se faire l'avocat de l'organisation d'un débat serein et de discussions dépassionnées autour des orientations que devrait prendre la radio publique à l'avenir.

M. Bettel profite des réflexions faites par M. Margue pour répondre encore à une des questions posées par M. Wiseler. Il expose aux députés de la DIGIMCOM l'épisode de la demande faite par RADIO 100,7 de pouvoir émettre des programmes en langue française sur la fréquence radio 107,7, jadis exploitée par DNR.

Il est un fait que la demande formulée en ce sens par Radio 100,7 a atterri sur le bureau de M. le Ministre des Médias et des Communications peu de temps ou juste après la décision du Gouvernement, réuni en conseil, d'attribuer la permission à émettre sur la fréquence 107,7 en langue française à « L'essentiel Radio »¹⁵

M. Bettel dit avoir estimé à l'époque, juste après avoir accordé la permission à « L'essentiel Radio » d'émettre en langue française, qu'il était inopportun de contrecarrer cette décision par la création d'une toute nouvelle rédaction auprès de RADIO 100,7, financée par les deniers publics, afin de pouvoir diffuser des programmes en langue française. Et à M. Bettel d'ajouter que rien n'empêche cependant la radio socioculturelle de réserver à l'avenir des plages de sa diffusion à des programmes en langue française.

C'est alors au tour de M. Marc Baum de la sensibilité politique déi Lénk d'intervenir et de rappeler qu'à l'instar du groupe parlementaire CSV, déi Lénk avait déjà, dès le mois d'octobre 2018, invité M. Bettel à venir s'expliquer en commission parlementaire sur la situation de RADIO 100,7. Ce qui pousse M. Baum à constater que ces derniers mois, la communication de M. le Ministre des Communications autour des développements ayant affecté le bon fonctionnement de la radio a été sous-optimale étant donné que c'est seulement maintenant, à la fin janvier 2019, que ses interpellateurs ont obtenu gain de cause.

Et à M. Baum de dénoncer ensuite tour à tour les éléments qui ont conduit déi Lénk à s'interroger sur la bonne marche de Radio 100,7, à savoir :

- les soupçons d'immixtion du Gouvernement dans la conduite des affaires de la radio publique par la nomination de M. Loschetter, ami proche et homme de confiance de M. Bettel, comme nouveau président du Conseil d'administration de l'ESRL. Aux yeux de M. Baum, ceci a de quoi surprendre et lui inspire une certaine inquiétude au point de demander qu'une discussion sur cette nomination soit menée à l'image des interrogations que ce mode de nomination inspire aussi à l'UER ;
- le fait que le directeur sortant de la radio socioculturelle a déclaré qu'il ne jouissait plus de la confiance de son actionnaire ;

¹⁵ C'est suite à la cessation d'émission le 31 mars 2014 de la radio DNR que M. Xavier Bettel, Ministre des Médias, annonça que la fréquence 107,7 - fréquence « pour services de radio sonore à émetteur de haute puissance » - aller faire sous peu l'objet d'un appel à candidatures. Le 6 février 2015, à la date de la clôture de l'appel d'offres du Gouvernement luxembourgeois, émis via le SMC du Ministère d'Etat, quatre candidats avaient répondu à celui-ci. Dans la foulée, les dossiers des quatre candidats furent avisés par l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (Alia) et ce fut sur base de l'avis de l'Alia, des dossiers de candidature et des propositions du Ministre des Médias que le Conseil de Gouvernement décida de l'attribution de la permission d'émettre sur la fréquence radio 107,7, jadis exploitée par DNR.

- les raisons qui ont poussé la prédécesseure de M. Loschetter, à savoir Mme Poos, à démissionner de son poste ;

Tout ce qui précède et bien d'autres choses encore amènent M. Baum à réclamer pour le compte de la seule station de radio de service public luxembourgeoise, quelque 25 ans après avoir commencé à émettre pour la première fois sur la fréquence FM 100,7 MHz, un large débat parlementaire, si possible avec rapport, dans la foulée duquel la Chambre pourrait formuler des recommandations de façon à ce que la radio socioculturelle ne soit pas perçue dans l'opinion publique comme une radio à la botte du pouvoir en place, ce qui serait grave et inacceptable.

L'intervention de M. Baum fait réagir M. Bettel qui tient encore une fois à souligner que la rédaction de la radio 100,7 ne s'est jamais sentie menacé dans son indépendance, allant même jusqu'à déclarer qu'au cours des cinq dernières années, elle a pu travailler librement sans la moindre tentative de prise d'influence de la part du Gouvernement (« D'Redaktioun vum 100,7 ass onofhängeg. An de leschte 5 Joër gouff keen Afloss op eis journalistesch Aarbecht geholl a mir konnte frai schaffen »). Ce qui fait dire à M. Bettel qu'il n'est pas prêt d'accepter des affirmations mensongères comme quoi le Gouvernement aurait tenté d'influer sur le cours des choses auprès de la seule radio de service public luxembourgeoise. Les déclarations des membres de la rédaction en chef de la radio ainsi que le rapport de l'UER iraient à l'encontre de telles allégations.

Concernant Mme Poos, dont le mandat à la tête du conseil d'administration de l'ESRL était venu à échéance, M. Bettel tient à faire savoir qu'en pareille circonstance se pose la question d'un renouvellement ou non du mandat. A l'époque, il fut d'avis de ne pas le renouveler et de nommer M. Loschetter à la place de Mme Poos.

M. Bettel met aussi en garde les membres de la DIGIMCOM de ne pas dramatiser artificiellement une situation qui ne l'est pas. Radio 100,7 n'est pas en danger, l'équipe de la radio dit elle-même qu'elle fonctionne bien. Elle voit elle-même les taux d'audience de la radio grimper et les moyens budgétaires mis à sa disposition augmenter. Elle constate aussi que le Gouvernement ne s'immisce pas dans la procédure de nomination du nouveau directeur. Et à M. Bettel de prier certains de ses interlocuteurs de cesser de jouer les Cassandra et d'ériger la radio 100,7 en une radio de complaisance, ce qui serait loin d'être le cas.

M. Franz Fayot du groupe parlementaire LSAP prend ensuite le relais de M. Bettel pour saluer la tenue d'un débat à la Chambre sur le rôle futur de la radio 100,7, mais aussi sur sa mission de service public qui serait toujours aux mains de RTL. Il voudrait apprendre de la bouche du Ministre des Médias s'il a déjà en tête une date pour l'organisation et la structure du débat annoncé.

M. Fayot dit rejoindre M. Margue dans son opinion sur l'importance et les missions de la radio 100,7 qui ne sont plus en phase avec notre époque. D'autant plus que les formats proposés par la radio ne comptent pas parmi les plus attractifs, ce qui fait que la radio ne draine pas un large auditoire. En comparaison avec d'autres stations de service public de taille similaire à l'étranger, il est clair qu'on peut mieux faire.

C'est la raison pour laquelle M. Fayot réclame également un large débat sur

l'avenir de la radio 100,7 au menu duquel devrait aussi figurer la question des moyens budgétaires accordés par le Gouvernement, eu égard à ceux offerts à RTL, investi d'une mission de service public.

En réaction aux réflexions de M. Fayot, M. Bettel se déclare ouvert à toute discussion, à condition qu'elle puisse se dérouler en toute sérénité et qu'elle soit dépourvue de toutes polémiques inutiles.

M. Wiseler enchaîne sur le type de débat à mener à la Chambre. Devrait-on plutôt opter pour un débat de consultation ou davantage pour un débat d'orientation ?

M. Bettel déclare qu'il serait tout d'abord en faveur d'un échange de vues avec l'UER quitte à entendre par après l'un ou l'autre expert, spécialiste en matière de radio investi d'une mission publique. Ensuite, rien ne s'oppose à ce que la Chambre organise un débat d'orientation sur le sujet.

Une dernière question en relation avec les développements récents ayant marqué la radio socioculturelle est posée par Mme Octavie Modert du groupe parlementaire CSV. Alors que le conseil d'administration de la radio publique avait déjà été informé à la toute fin septembre de la démission de M. Hoffmann et que celui-ci n'est parti qu'à la mi-décembre 2018 pour assurer une bonne transition, comment se fait-il que l'appel à candidatures pour le poste d'un nouveau directeur à la tête de la seule radio de service public luxembourgeoise n'a été publié qu'en date du 14 décembre 2018 ? A cela, la Commissaire du Gouvernement auprès de l'ERSL 100,7 lui répond qu'avant de pouvoir publier l'appel à candidatures pour trouver un successeur à M. Hoffmann, il fallait encore définir au sein du conseil d'administration les exigences de compétence liées au profil du nouveau directeur et rédiger l'annonce à publier à cet effet.

4. Divers

Rien à signaler dans la rubrique « Divers ».

Luxembourg, le 29 janvier 2019

Le Secrétaire-administrateur,
Jean-Paul Bever

Le Président de la Commission de la Digitalisation, des
Médias et des Communications,
Guy Arendt